

Sud, certains du Nord et certains autres qui, tout en appartenant au Sud - comme les pays producteurs de pétrole - sont, dans un certain sens, dans une catégorie spéciale, n'appartenant ni au Nord ni au Sud.

Nous poursuivons ces efforts, dans la perspective du Sommet économique qui se tiendra à Ottawa en juillet, de la conférence prévue des nations sur les questions Nord-Sud au Mexique, et de la Conférence du Commonwealth à Melbourne en septembre.

J'ajouterai que ma plus grande satisfaction en tant que secrétaire d'État aux Affaires extérieures a été de pouvoir annoncer aux Nations Unies en septembre que le Canada allait augmenter son aide à l'étranger, et atteindre vers le milieu de la décennie l'objectif de 0,5% du PNB et de 0,7% à la fin de la décennie. Ce faisant, nous respectons certainement cette tradition de leadership dans le domaine de l'internationalisme.

Mais le monde n'est pas unidimensionnel; il est pluridimensionnel et notre politique étrangère doit l'être également. Il ne suffit pas que nous soyons les chefs de file mondiaux de l'internationalisme, encore qu'il ne faille pas perdre cette distinction. Parallèlement à notre internationalisme, nous devons également mettre l'accent sur une politique de bilatéralisme.

Permettez-moi d'ajouter ici une note personnelle. Quand j'ai accédé à mes fonctions, j'étais - et je suis encore - un partisan convaincu du fédéralisme mondial, de ceux qui croient à l'internationalisme et aux institutions mondiales. Mais je me suis vite rendu compte que nous devions également nous organiser de manière à pouvoir fonctionner dans un monde hautement compétitif, particulièrement dans le secteur des relations commerciales. Fort des conclusions d'études commandées et exécutées et en application d'une décision du Cabinet, je suis en mesure aujourd'hui d'annoncer une nouvelle politique de bilatéralisme pour le Canada.

Peu d'objectifs de politique extérieure peuvent être réalisés sans persistance dans l'effort. Le Canada doit être prêt à concentrer ses ressources pour nouer avec des pays clés les relations politiques nécessaires, en déployant d'une manière sélective tous les instruments politiques de l'État, y compris les visites au plus haut niveau. Ces instruments peuvent comprendre la politique